

# BRÈVES ÉCONOMIQUES Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres  
Semaine du 10 au 16 décembre 2024

## Sommaire

**Le chiffre de la semaine.....2**

**Graphique de la semaine.....2**

**Actualités macroéconomiques.....3**

CONJONCTURE .....3

MARCHE DU TRAVAIL.....3

FINANCES PUBLIQUES.....4

IMMOBILIER .....4

**Actualités commerce et investissement .....4**

COMMERCE.....4

INVESTISSEMENT.....5

**Actualités financières.....5**

REGLEMENTATION FINANCIERE .....5

## Le chiffre de la semaine

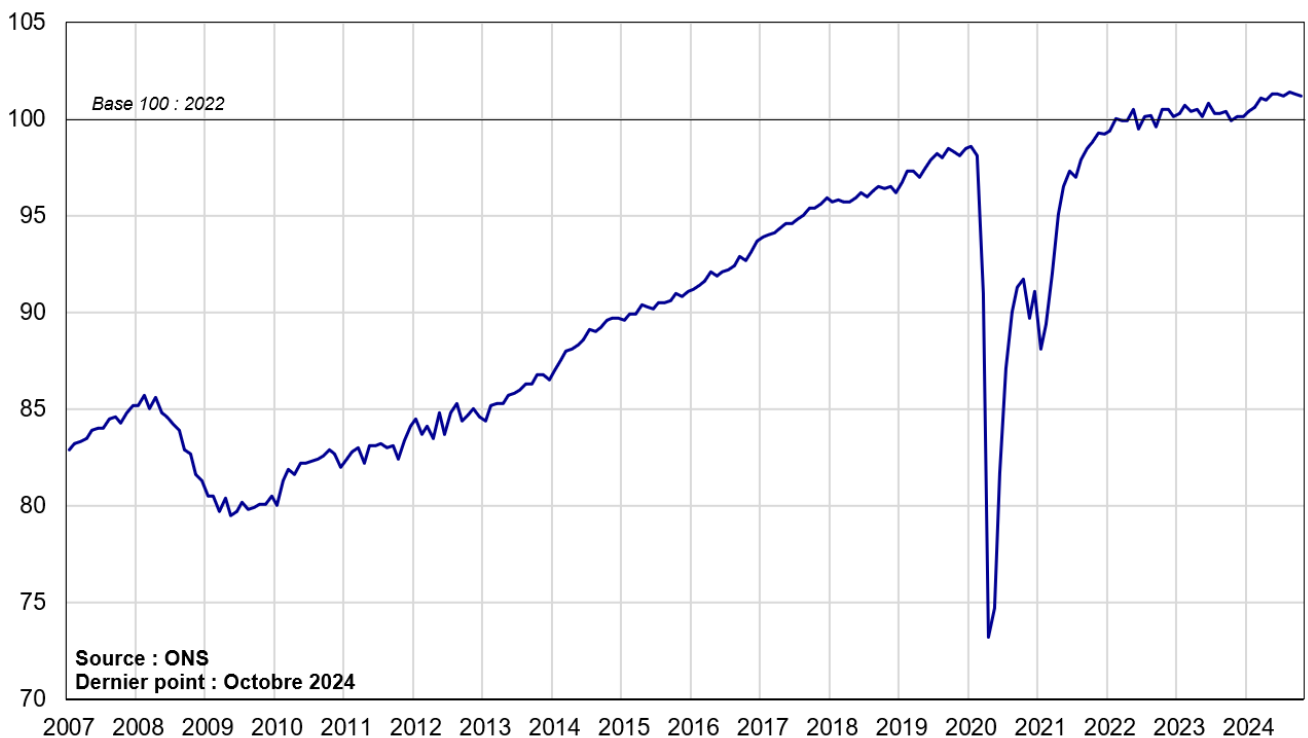
Selon l'[ONS](#), le taux de croissance mensuel du PIB s'établit à  $-0,1\%$  en octobre (après  $-0,1\%$  en septembre), en dessous du consensus ( $+0,1\%$ ). La décomposition sectorielle indique que le secteur industriel a majoritairement contribué à la décroissance mensuelle : l'industrie a connu une contraction de  $-0,6\%$  sur le mois, elle-même induite par une mauvaise performance de l'industrie extractive ( $-3,1\%$ ) et de l'industrie manufacturière ( $-0,6\%$ ). Le secteur de la construction a également reculé ( $-0,4\%$ ). En outre, le produit du secteur des services est resté constant, freiné par les activités de services administratifs et de soutien ainsi que l'hébergement et la restauration, malgré une bonne performance de l'information et de la communication. Le secteur agricole est le seul secteur principal à avoir affiché une performance positive ( $+0,1\%$ ). Notons que les taux de croissance mensuels peuvent être volatiles et doivent donc être lus avec précaution. Le dynamisme de la croissance s'estompe sur le trimestre glissant d'août à octobre ( $+0,1\%$ ). Les analystes revoient à la baisse leur prévision de croissance pour le quatrième trimestre, à  $+0,1\%$  (après  $+0,7\%$  au T1,  $+0,5\%$  au T2 et  $+0,1\%$  au T3).

LE CHIFFRE À RETENIR

$-0,1\%$

## Graphique de la semaine

Évolution mensuelle du PIB britannique (2007-2024)



# Actualités macroéconomiques

## Conjoncture

**En décembre, la confiance des consommateurs s'est améliorée, selon l'indice de GfK.** Partant d'un indice ayant chuté en amont du budget d'automne (à -20 en septembre), il remonte doucement la pente et atteint -17 en décembre. La hausse mensuelle de l'indice s'explique uniquement par un moindre pessimisme des sondés quant à leur situation financière personnelle (passée et anticipée). Les composantes de l'indice liées à la perception de la situation économique du pays n'ont pas évolué – les sondés sont toujours très pessimistes à ce sujet. Enfin, le sous-indice du comportement d'achat des sondés, traduisant la volonté des consommateurs d'effectuer une grosse dépense, est lui aussi resté constant. *L'indice prend en compte la situation financière personnelle des sondés (passée et anticipée), la perception de la situation économique globale par les sondés (passée et anticipée) et le comportement d'achat des sondés.*

**Selon les premières estimations (*flash*), l'indice PMI composite témoigne d'une faible expansion de l'activité globale au Royaume-Uni en décembre, comme en novembre.** Selon les directeurs d'achat, l'activité du secteur privé connaîtrait une maigre expansion, puisque l'indice PMI composite atteint 50,5 au mois de décembre (après 50,5 en novembre). Les indices sectoriels connaissent des évolutions hétérogènes. D'une part, l'indice PMI des services s'est établi à 51,4 (après 50,4 en novembre). D'autre part, l'indice PMI du produit manufacturier a chuté à 45,7 (après 48,3 en novembre), à son niveau le plus bas depuis près d'un an. *Un indice supérieur à 50 indique une hausse de l'activité par rapport au mois précédent, tandis qu'un indice inférieur à 50 traduit une contraction.*

**L'enquête trimestrielle de la Banque d'Angleterre de novembre sur les attitudes à l'égard de l'inflation a révélé une hausse des anticipations d'inflation.** Interrogés sur la valeur actuelle de l'inflation, la médiane des réponses des sondés s'établit à 4,8 % (après 5,2 % en août). La médiane des anticipations d'inflation pour l'année à suivre s'établit à 3,0 % (après 2,7 %). A moyen terme (horizon deux ans), les anticipations des Britanniques ont aussi légèrement crû, à 2,8 % (après 2,6 %). De même, à plus long terme (horizon cinq ans), la médiane des réponses a augmenté à 3,4 % (après 3,2 %). Pour ce qui est de la trajectoire des taux, 33 % des répondants s'attendent à une hausse des taux sur les douze prochains mois, alors que 22 % anticipent un maintien au niveau actuel (contre 29 % et 22 % respectivement).

## Marché du travail

**Les entreprises britanniques réduisent leurs effectifs suite aux annonces fiscales du budget d'automne.** Selon l'indice PMI correspondant, l'emploi dans le secteur privé a chuté en décembre, certes pour le troisième mois consécutif, mais surtout à un niveau dernièrement atteint en 2021. L'indice a atteint 45,8 en décembre (après 48,9 en novembre). *Un indice inférieur à 50 signifie qu'une majorité d'entreprises réduisent leurs effectifs.* Cette baisse fait suite à l'annonce, par Rachel Reeves au budget d'automne, de la hausse des cotisations patronales, passant d'un taux de 13,8 % à 15,0 % et voyant son assiette élargie. Les attentes des entreprises pour l'année à venir sont relativement pessimistes, avec la perspective de coûts croissants et de ventes plus faibles.

**L'Angleterre est le pays de l'OCDE avec le plus grand taux d'adultes *surqualifiés* pour leur travail.** Dans sa dernière *Évaluation des compétences des adultes*, l'OCDE montre que le taux de surqualification en Angleterre est de 37,1 % ; il s'agit du taux le plus élevé parmi les pays étudiés, alors que la moyenne des pays de l'OCDE s'établit à 23,4 %. *Un travailleur est surqualifié si sa plus haute qualification obtenue est supérieure à la qualification*

requis pour son métier. Il en résulte que l'Angleterre est aussi le pays avec le taux d'appariement le plus faible, à 56,2 % (lorsque les individus ne sont ni surqualifiés, ni sous-qualifiés). En moyenne, les travailleurs surqualifiés britanniques gagnent un salaire 17,9 % moindre que les travailleurs aux qualifications comparables mais bien appariés. L'effet de cette inadéquation a un effet négatif sur la probabilité d'être satisfait dans la vie, de -3,1 pt en Angleterre, toutefois inférieure à la moyenne de l'OCDE (-3,5 pt).

## Finances publiques

**La chancelière de l'Échiquier, Rachel Reeves exclut un budget d'urgence au printemps malgré les risques de manquement aux règles budgétaires.** Rachel Reeves ne prévoit pas de budget d'ajustement en cas de faible croissance ou d'autres revers économiques compromettant ses objectifs fiscaux, conformément à sa promesse de ne tenir qu'un seul événement budgétaire par an dans un objectif de stabilité et de prévisibilité. Le Trésor préférera, si besoin, ajuster les finances publiques en réduisant les dépenses. Le 26 mars, une déclaration de la chancelière accompagnée de prévisions de l'Office for Budget Responsibility aura tout de même lieu. S'il se prolonge, le ralentissement récent de la croissance pourrait effacer la marge budgétaire, déjà étroite selon les prévisions d'octobre de l'OBR.

**Le *Chief Secretary to the Treasury* (secrétaire d'Etat sous l'autorité de la chancelière de l'Échiquier en charge du suivi des dépenses de l'Etat), **Darren Jones**, a lancé un examen exhaustif des dépenses publiques pour trouver 5 % d'économies.** Chaque dépense ministérielle, dont le total s'élève à 1 200 Md£, sera analysée ligne par ligne pendant six mois, notamment grâce à un tableau de bord informant les différents ministères de potentiels dépassements. Cette initiative s'accompagne d'une collaboration avec des experts du secteur privé pour optimiser les dépenses. Cet exercice s'effectue dans un contexte où les dépenses n'augmenteront en termes réels que de 1,3 % en 2026-27, ce qui pourrait accroître la pression sur certains services publics si les coupes sont sous-optimales.

## Immobilier

**L'indice des prix de l'immobilier de Rightmove (site internet d'annonces immobilières) a diminué de -1,7 % en décembre (après -1,4 % en novembre).** L'indice ne subit pas d'ajustement saisonnier et diminue traditionnellement de cette ampleur en décembre. Le prix moyen demandé par les vendeurs descend ainsi à 361 000 £ pour une maison. Cette baisse s'explique par la nécessité pour les vendeurs de fixer des prix compétitifs pour attirer des acheteurs souvent moins actifs en période de fêtes. En variation annuelle, le marché reste plus dynamique qu'en décembre 2023 ; les prix sont actuellement 1,4 % plus élevés et la perspective de la baisse des taux favorise la demande.

## Actualités commerce et investissement

### Commerce

**L'ONS a publié les chiffres du commerce extérieur pour le mois d'octobre.** La valeur des importations de biens a crû de 5,8 % pour atteindre 47,4 Md£. La valeur des exportations de biens a légèrement diminué de -0,4 % pour s'établir à 28,3 Md£. Ainsi, le déficit commercial pour les biens en octobre augmente à 19,1 Md£ (+2,7 Md£ par rapport à septembre). Pourtant, l'essentiel de la hausse du déficit provient du commerce avec les pays non-européens. En effet, alors que les exportations vers l'Union européenne ont augmenté de 4,1 % (+0,6 Md£), elles ont diminué de -4,7 % en direction des pays non-européens (-0,7 Md£). Dans les deux cas, les importations en provenance de ces pays ont crû, respectivement de 1,2 Md£ en provenance de l'UE et

de 1,4 Md£ en provenance des pays non-européens. Enfin, sur le trimestre glissant jusqu'à octobre, le déficit commercial des biens et des services s'est réduit de 0,9 Md£, pour atteindre -10,1 Md£ : l'excédent commercial lié aux services s'est, certes, réduit de 0,9 Md£, alors que le déficit commercial lié aux biens s'est réduit de 1,8 Md£.

**L'Irlande du Nord [prolonge](#) les arrangements commerciaux post-Brexit malgré l'opposition des unionistes.** Le parlement nord-irlandais a voté à 48 voix contre 36 la prolongation pour quatre années des dispositions spéciales du cadre de Windsor, qui permettent la libre circulation des marchandises avec l'Irlande tout en préservant l'intégrité du marché intérieur britannique. Les unionistes, opposés à l'application du droit européen, dénoncent un « déficit démocratique », tandis que les nationalistes soutiennent ces arrangements en tant que compromis nécessaire.

## Investissement

**Le gouvernement a [approuvé](#) l'acquisition d'Ultra Nuclear Limited sous conditions pour protéger la sécurité nationale.** Le chancelier du duché de Lancastre (ministre au sein du *Cabinet Office*), compétent pour les décisions de contrôle des investissements, a autorisé l'acquisition de 100 % des parts d'Ultra Nuclear Limited par Curtiss-Wright Controls Limited, en application du mécanisme de contrôle des investissements au titre de la sécurité nationale (NSIA, 2021). Cette acquisition est conditionnée au maintien d'une installation au Royaume-Uni pour garantir la fourniture continue de produits et services essentiels aux programmes de défense britanniques. La mesure est jugée nécessaire et proportionnée pour répondre aux exigences du ministère de la défense.

## Actualités financières

### Réglementation financière

**Le régulateur britannique des systèmes de paiement (PSR) propose de [plafonner](#) les frais que les commerçants britanniques paient sur les transactions par carte bancaire effectuées par des consommateurs européens.** Actuellement, ces frais s'élèvent à 1,5 % du montant de l'achat, mais le PSR envisage de les réduire à 0,3 % pour les cartes de crédit et 0,2 % pour les cartes de débit. Le PSR justifie cette mesure, qui pourrait réduire les revenus des banques européennes, par la forte hausse de ces frais constatée après le Brexit. Celle-ci aurait coûté entre 150 et 200 millions de livres aux entreprises britanniques. Visa et Mastercard, qui appliquent ces frais au bénéfice des banques, critiquent la proposition, craignant des impacts négatifs sur le marché des paiements au Royaume-Uni.

**La FCA (*Financial Conduct Authority*, autorité de supervision des marchés financiers du Royaume-Uni) a publié un [document](#) de réflexion, relatif à l'évolution en cours du marché des retraites.** Ce document souligne le passage des pensions à prestations définies (DB) vers des pensions à cotisations définies (DC), un changement qui implique une plus grande responsabilité des épargnants en vue de leur retraite. En réponse à cette évolution, un programme de réformes impliquant le gouvernement et les régulateurs est en cours. Le *discussion paper* en question complète ces réformes en explorant les ajustements du cadre réglementaire des retraites nécessaires pour mieux protéger les consommateurs. Elle s'intéresse également à la meilleure manière d'améliorer l'efficacité des transferts et des consolidations des pensions à cotisations définies. Par ailleurs, elle envisage des changements dans la réglementation des pensions personnelles autogérées (SIPPs). La FCA invite le public à proposer des idées d'amélioration de sa supervision en matière de retraites jusqu'au 27 février 2025. A la

suite de l'examen des réponses ainsi collectées, la FCA décidera s'il est nécessaire de procéder à une consultation formelle.

**La FCA a publié un autre [document](#) de réflexion visant à établir un cadre réglementaire pour les cryptoactifs, ainsi que pour la lutte contre les abus de marché dans ce secteur.** L'objectif est de créer un environnement qui réduise les risques tout en favorisant la croissance. Le document propose ainsi des exigences de divulgation pour les émetteurs lors de l'admission de cryptoactifs sur les plateformes de *trading* (s'inspirant en partie du régime des prospectus réformé). Il présente également un cadre pour détecter et prévenir les abus de marché, basé sur le règlement britannique sur les abus de marché, adapté aux spécificités des cryptoactifs. La FCA invite les parties prenantes à donner leur avis jusqu'au 14 mars 2025, afin de mieux comprendre l'impact de ces propositions sur les modèles commerciaux et les coûts, avant de procéder à d'éventuelles consultations supplémentaires.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :  
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : [londres@dgtrésor.gouv.fr](mailto:londres@dgtrésor.gouv.fr)